Paris, le 1er février 2024,

à **Mme Claudia SCHERER-EFFOSSE,**
Directrice générale de l'AEFE
Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
23 place de Catalogne
75014 PARIS

Objet : préavis de grève 6 février 2024

Madame la Directrice générale,

La FSU appelle à une journée de grève le 6 février 2024, « pour nos salaires, contre les suppressions de postes, contre la mise en place des réformes à marche forcée ».

En France, la crise de recrutement dans l'éducation se pérennise, et la faiblesse des salaires est le premier obstacle à l'attractivité des métiers de l'éducation. Nos organisations exigent de véritables augmentations salariales, en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans le contexte de forte inflation.

Le ministre de l'Education nationale refuse désormais de discuter de nouvelles mesures générales pourtant nécessaires et envisage même une nouvelle transformation des carrières marquée par un poids croissant des hiérarchies.

A l'AEFE, le blocage budgétaire de l'application stricte de l'ensemble des indemnités statutaires des personnels détaché·es ne peut plus durer. A la rentrée 2023, les personnels en font à nouveau les frais avec les nouvelles mesures indemnitaires qu'ils ne percevront pas ! Cette différence de traitement entre titulaires de l'éducation nationale est incompréhensible et inacceptable, le manque à gagner pour les agents du réseau s'accroît régulièrement.

Les personnels de droit local quant à eux subissent de plein fouet les effets de l'inflation. Leur situation doit être prise en compte, aussi bien dans les EGD que dans les établissements conventionnés.

En Centrale, des inégalités salariales subsistent, elles doivent être considérées et réglées.

Par ailleurs, la dégradation des conditions de travail et la perte du sens du métier doivent être prises au sérieux. La formation continue saccagée, l'inclusion sans moyens, les effectifs nombreux dans les classes contribuent à dégrader ces conditions de travail.

Nous exigeons le retrait de la réforme du lycée professionnel, emblématique du moins d'école, moins d'enseignant·es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Dans la suite du 1er février où les personnels se sont fortement mobilisés, nous appelons à une nouvelle journée de grève et d'actions syndicales et déposons par la présente un préavis de grève dans l'ensemble du réseau AEFE comme en Centrale, le 6 février 2024.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de nos respectueuses salutations.

Clémence CHAUDIN FSU-SNUipp Hors de France	Patrick SOLDAT SNES-FSU Hors de France	Anthony DELTOUR SNEP-FSU Hors de France